



Colloque organisé par

Christel CURNIL, MCF de droit public, Université Paris 13 (IRIS et CERAP)
Catherine FABREGOULE, MCF de droit public, Université Paris 13 (CERAP)

Renseignements et inscription

Tél : 01.49.40.38.22
 Email : cerap@univ-paris13.fr

Conception : service communication et édition Université Paris 13 - août 2012

UFR DSPS
 DROIT, SCIENCES POLITIQUES
 ET SOCIALES

UNIVERSITÉ PARIS 13
 NORD

Les changements environnementaux globaux et les Droits de l'Homme

Jeudi 27 et vendredi 28 septembre 2012

Colloque organisé par

Christel CURNIL, MCF de droit public, Université Paris 13 (IRIS et CERAP)
Catherine FABREGOULE, MCF de droit public, Université Paris 13 (CERAP)



CERAP
 Le Centre d'Etudes
 et de Recherches
 Administratives
 et Politiques

IRIS
 INSTITUT DE RECHERCHE
 INTERDISCIPLINAIRE
 SUR LES ENJEUX SOCIAUX
 POLITIQUES, SANTE



Ce colloque a lieu au
Conseil supérieur du notariat
 60 bd de la Tour-Maubourg
 75007 Paris

avec le soutien de
 MISSION DE RECHERCHE
DROIT & JUSTICE

L'Université Paris 13 est
 membre fondateur de :



www.univ-paris13.fr/dsps

Jeudi 27 septembre 2012

9h00 : Accueil des participants

9h15 : Mots introductifs des organisatrices Christel COURNIL & Catherine FABREGOULE

9h30 11h15 Session 1 : Pour une approche environnementale des droits de l'homme ? Enrichissement mutuel et renforcement des droits

Sous la présidence de François OST,
professeur de philosophie du droit, faculté de droit de l'Université Libre de Bruxelles

- **Une approche systémique et plurielle des droits de l'homme**
Émilie GAILLARD, maître de conférences en droit privé à l'I.U.T de Vire, Université de Caen Basse-Normandie. Membre du C.R.D.P., chercheur associé à l'I.O.D.E. (U.M.R. Cnrs 6262)
- **Quelques apports à l'étude de la notion de Justice environnementale**
Marta TORRE-SCHAUD, chargée de recherches CR1 CNRS, IDHE UMR 8533 École Normale Supérieure de Cachan & Université de Paris 1
- **Les droits de l'Homme dans les procédures de non-respect : un facteur de justice environnementale ?** Anne-Sophie TABAU, maître de conférences en droit public à l'Université Paris 13 (PRES Sorbonne Paris Cité), membre du CERAP
- **Le principe de non régression au cœur des droits de l'homme à l'environnement,** Michel PRIEUR, professeur émérite de l'Université de Limoges. Directeur scientifique du CRIDEAU, Président du CIDCE.
- **Relire la déclaration universelle à l'aune des enjeux environnementaux**
Sylvie PAQUEROT, professeure agrégée à l'École d'Études Politiques de l'Université d'Ottawa.

11h15 - 11h30 : débats
11h30 - 11h45 : pause

11h45 12h30 Session 2 : Changements environnementaux et droits de l'homme : dévalorisation et concurrence de droits ?

Sous la présidence de Mouloud BOUMGHAR,
professeur de droit public à l'Université du Littoral - Côte d'Opale

- **Droits environnementaux et droits de l'homme : coexistence pacifique, conflit éternel ?**
Rahma BENTIROU, doctorante en droit international et européen en cotutelle franco-suisse aux universités de Grenoble et Neuchâtel, membre du CESICE
- **Le droit à l'environnement au prisme de la concurrence des droits**
Sylvie JOUBERT, maître de conférences en droit public à l'Université d'Évry, membre du Centre Léon Duguit (Université d'Évry), chercheur associé au CERAP (Université Paris 13)

12h30 - 12h45 : débats
13h00 - 14h00 : pause

14h00 15h15 Session 3 : Les nouveaux acteurs « artisans » de l'émergence de droits de l'homme environnementaux

Sous la présidence de Laurence BOISSON DE CHAZOURNES,
professeur de droit à l'Université de Genève

- **Une société civile contradictoire : un obstacle à l'existence d'un « droit de l'homme à l'environnement » ? Illustration par les thématiques OGM, éoliennes et les syndromes Neimby et Nimby**
Adelie POMADE, Docteur en droit, chercheur associé UMR de droit comparé de l'Université de Paris 1 (UMR 8103)-PIR ISCC CNRS, chercheur associé CERIC (UMR 6201)
- **Contribution des entreprises à la définition des droits de l'homme à l'environnement,** Catherine FABREGOULE, maître de conférences (HDR) à l'Université Paris 13 (PRES Sorbonne Paris Cité), membre du CERAP
- **Le volontarisme de certaines organisations internationales dans l'établissement du lien « droits de l'homme & changements environnementaux globaux »**
Christel CURNIL, maître de conférences en droit public (HDR) à l'Université Paris 13 (PRES Sorbonne Paris Cité), membre de l'IRIS et associée au CERAP

15h15 - 15h30 : débats
15h30 - 15h45 : pause

15h45 17h20 Session 4 : Les Droits de l'Homme à l'environnement dans les différents systèmes de droit

Sous la présidence de Marie-Anne COHENDET, professeur de droit public à Paris 1

- **Les jurisprudences de la cour européenne des droits de l'homme et du comité européen des droits sociaux relatives aux Droits de l'Homme à l'environnement**
Jean-Pierre MARGUÉNAUD, professeur agrégé de droit privé et de sciences criminelles à la faculté de Limoges, membre de l'OMIJ
- **L'effectivité d'un droit à un environnement sain sous le prisme du droit au respect de la vie privée**
Delphine CHAUVET, docteur de droit privé et membre du CERDI à l'Université Paris-Sud, Faculté Jean Monnet. ATER à l'Université Paris II, Panthéon-Assas
- **Droit à un environnement équilibré et respectueux de la santé et responsabilités**
Marion BARY, maître de conférences en droit privé et titulaire d'une chaire CNRS environnement à l'Université de Rennes 1, membre du IODE UMR CNRS 6262
- **Le rôle du juge constitutionnel dans la détermination de la portée du droit à l'environnement : approche comparée**
Carine DAVID, maître de conférences en droit public à l'Université de la Nouvelle-Calédonie, membre du CNEP

17h20 - 17h45 : débats

Vendredi 28 septembre 2012

9h15 : accueil

9h30 10h10 Session 1 : Les droits de l'homme « vitaux » dans son environnement

Sous la présidence d'Éric NAIM-GESBERT, professeur de droit public à l'Université Paris 13 (PRES Sorbonne Paris Cité), membre du CERAP

- Vers une normativité du droit à l'alimentation devant les cours régionales des droits de l'homme? Complémentarité, paradoxes et apports du « droit à l'environnement », Armelle GOURITIN, maître de conférences à l'Université libre de Bruxelles, membre de l'Institute for European Studies de la Vrije Universiteit Brussels.
- Vers une nécessaire extension du noyau dur des droits de l'homme afin d'assurer les sécurités alimentaire et environnementale des pays en développement ? Armelle GUIGNIER, docteur en droit public, Université de Limoges.

10h10 - 10h30 : débats
10h30 - 10h50 : pause

10h50 12h00 Session 2 : L'exemple d'un droit fondamental en émergence : le droit à l'eau ?

- Quelle(s) approche(s) pour une meilleure garantie du droit humain international à l'eau ? Vanessa RICHARD, chargée de recherche au CNRS, membre du CERIC.
- Le droit à l'eau : de l'affirmation à la réalisation Bernard DROBENKO, professeur des universités de droit public, PRES Lille Nord de France, Université du Littoral Côte d'Opale.
- Le droit à l'eau et à l'assainissement : approches européennes, (conseil de l'Europe et Union Européenne) Despina SINOU, docteur en droit de l'Université Paris 2 et chargée de cours aux universités Paris 2, Paris 13, Cergy-Pontoise et Versailles et Sciences Po Paris & Jaume SAURA ESTAPÀ, professeur de droit international public et relations internationales (Université de Barcelone) et président de l'Institut de Droits de l'Homme de la Catalogne.

12h00 - 12h30 : débats
12h30 - 14h00 : déjeuner

Vendredi 28 septembre 2012

(suite du programme)

14h00 15h15 Session 3 : Les droits des populations et des communautés vulnérables face à leur environnement menacé

Sous la présidence de François GEMENNE, chercheur en Sciences Politiques à l'IDDRI

- Les droits des populations insulaires face à leur environnement menacé, Élise RUGGERI ABONNAT, doctorante en droit public à l'Université de Paris Ouest La Défense
- Garantir l'exercice des droits culturels dans un monde plus chaud ou le défi « culturel » des mesures d'adaptation aux changements climatiques Véronique GUÉVREMONT, professeure agrégée à la faculté de droit et à l'Institut Québécois des Hautes Études Internationales de l'Université Laval
- Perspectives critiques sur la protection des migrants environnementaux : qui protéger, pourquoi ? Benoît MAYER, doctorant à la faculté de droit de l'Université Nationale de Singapour

15h15 - 15h30 : débats
15h30 - 15h45 : pause

15h45 17h00 Session 4 : Les droits des autochtones et des populations locales sur leur environnement

Sous la présidence d'Emmanuel DECAUX, professeur à l'Université Paris 2, directeur du CRDH

- Le protocole de Nagoya : reconnaissance internationale du droit des communautés autochtones et locales aux ressources génétiques de leur environnement ou pis-aller à l'impossible application équitable ? Hugues HELLIO, maître de conférences en droit public à l'Université d'Artois et chercheur du Centre Éthique et Procédure de la faculté de droit de Douai
- Le renouvellement du droit des peuples à l'autodétermination face aux changements environnementaux, Sabine LAVOREL, maître de conférences en droit public, Université Pierre Mendès France à Grenoble

17h00 - 17h15 : débats